

La mondialisation et l'Europe des régions en marche forcée, merci Valls ! Par Daniel Pollett

écrit par Daniel Pollett | 29 avril 2014



✖ On peut trouver à cette adresse :

http://actu.orange.fr/politique/reforme-territoriale-le-gouvernement-vaut-une-douzaine-de-regions-afp_CNT0000001WtYS.html

un intéressant article sur les projets fous de Valls, reproduit ci-dessous.

On peut y observer que :

- Le secrétaire d'État relève le nom de deux Régions qui font figure d'exception, ce qui ressemble fort à une caricature d'argumentaire.
- Il ne lui semble pas difficile d'expliquer que les USA comportent deux Virginie (Virginia et West-Virginia) et deux Dakota (North-Dakota et South-Dakota).
- La comptétion économique internationale n'est pas l'exclusivité de la droite,

même les socialistes ne savent pas parler d'autre chose.

– Si deux Régions fusionnent par elles-mêmes, rien à redire, mais si elles recourent au référendum, c'est le gouvernement qui tranchera... curieuse conception de la démocratie et du respect de l'expression populaire ! Dans les deux cas, ce sont les politiciens qui décident, même contre l'avis des populations concernées.

La mondialisation continue, jusqu'à quand ?

Daniel Pollett

AFP, 26/04/2014 – 12:33

Réforme territoriale: le gouvernement veut "une douzaine de régions"

Le secrétaire d'Etat en charge de la réforme territoriale André Vallini a précisé samedi que l'objectif du gouvernement était de ramener à "une douzaine" – contre 22 actuellement – le nombre de régions en France, dans le cadre de son projet de fusions.

Dans une interview au Dauphine Libéré, l'ex-président du conseil général de l'Isère défend la réforme territoriale lancée par Manuel Valls: "Depuis 2012 les régions montent en puissance (...) Nous allons leur donner plus de moyens encore".

Mais ces nouveaux moyens – "un seul schéma d'aménagement, un seul schéma de développement économique, un seul système d'aides aux entreprises et le pilotage des pôles de compétitivité" – "ne seront efficaces que si les régions ont la force de frappe nécessaire", poursuit-il.

"Notre objectif est donc de créer une douzaine de grandes régions qui seront mieux armées, en visibilité aussi, dans la compétition économique internationale. Leur attractivité sera plus forte : il est difficile d'expliquer à un investisseur chinois ou américain qu'il y a encore aujourd'hui deux Normandie...", ajoute André Vallini.

Le secrétaire d'Etat rappelle en outre le calendrier fixé par le Premier ministre: "les élus auront jusqu'à juin 2015 pour faire des propositions et en 2016, le gouvernement proposera une nouvelle carte des régions".

Un projet de loi est actuellement en préparation, qui devrait être présenté en Conseil des ministres le 14 mai.

Entre autres innovations, ce texte assez court (une trentaine d'articles) prévoit que si des régions prennent chacune une délibération en faveur de leur fusion, ce rapprochement peut intervenir sans référendum. Mais en cas de consultation, la décision finale de fusionner (ou non) reviendrait au gouvernement.